

Séance 6

Place aux acteurs ... : nouveaux regards, nouvelles pratiques pour la gestion des ressources naturelles ?

Rapport de synthèse sur des communications de la séance « Perception de l'environnement, usage des ressources et stratégies des acteurs »

Henri GUILLAUME, Sonia BEN DJEMII *

Faisant référence à la métaphore de « la chaise du développement durable » proposée par F. Di Castri, structure dont les quatre pieds sont le culturel, le social, l'économique et l'environnemental (tout déséquilibre se traduisant par un développement dysharmonieux)¹, A. Pavé établit, dans un essai de structuration du couple environnement / développement, une analogie que nous reprendrons volontiers pour introduire ce rapport. « Viabilité, durabilité et acceptabilité paraissent constituer, écrit-il, le trépied sur lequel devraient se fonder les conditions, les moyens et les politiques de développement, ainsi que les recherches scientifiques associées permettant d'identifier, voire de définir ces conditions, de concevoir ces moyens et d'envisager les termes de ces politiques »². Si l'on peut sans doute formuler de manière plus réservée le rôle et le concours possible des scientifiques, les trois notions énoncées et leurs imbrications semblent bien caractériser les paradigmes, la complexité des processus et les enjeux associés aux phénomènes qui nous intéressent ici dans le champ des interactions entre des populations rurales et leurs environnements et celui des politiques de gestion des ressources. Il est en effet aujourd'hui évident que la viabilité de l'environnement et la durabilité du développement des sociétés humaines sont étroitement liées aux contraintes du troisième paramètre, celui de l'acceptabilité sociale, que nous entendons ici comme l'adéquation des politiques de développement aux spécificités, potentialités et aspirations des populations concernées.

Divers aspects de cette problématique générale fondent les contributions que nous nous attacherons à synthétiser dans ce rapport, en espérant ne pas trop appauvrir les analyses et perspectives développées par les auteurs :

- « *La question de l'eau à usage multiple : concurrence et institutions* » (Dioniso ORTIZ, Felisa CENA, Université de Cordoue)
- « *Eau non renouvelable au Nefzaoua (Sud-Ouest tunisien) : perceptions étatiques et locales de la ressource* » (Joëlle BROCHIER-PUIG, doctorante IRD – Université P. Valéry, Montpellier)
- « *La déprise agricole : entre représentations et stratégies sociales* » (Chantal ASPE, Université d'Aix- Marseille / St Charles)
- « *Migration et environnement : les Boliviens de Tarija à Cordoba, Argentine* » (Valeria LOPEZ GARERI, Centre de Recherche Populations et Sociétés – Université Paris X)
- « *Environnement, extensification et éleveur ovin méditerranéen : comment rendre plus durables les pratiques locales. Iles de Lesbos, Grèce* » (Theodosia ANTHOPOULOU, François VALLERAND, Université de Panteion, INRA – Université Agronomique Athènes)
- « *Réflexions sur le développement participatif des parcours de la Tunisie méridionale en relation avec les perceptions et stratégies des différents acteurs et usagers* » (Ali FERCHICHI, IRA Tunisie)

* Les auteurs sont respectivement :

- socio-anthropologue à l'Institut de Recherche pour le Développement, Mission en Tunisie (BP 434, 1004 El Menzah IV, Tunis. Tél. : (216 1) 750 009, fax : (216 1) 750 254, e.mail : guillaume@ird.intl.tn)
- sociologue au Centre de Recherches, d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme (El Manar II, 2092, Tunis. Tél. : (216 1) 885 322, fax : (216 1) 882 893)

¹ Di Castri F., 1995.

² Pavé A., 1997, p. 62.

- « *Le milieu rural tunisien entre la représentation de la Nature et la représentation du développement environnemental : lecture dans les manuels scolaires de l'école primaire* »
(Abdelwaheb BEN HAFIEDH, Faculté des Lettres et Sciences Humaines 9 Avril - Tunis)

Nous introduirons, avant des présentations synthétiques, quelques réflexions qui voudraient souligner comment les questions abordées dans cette séance relèvent, d'une part, d'évolutions importantes dans l'approche scientifique des relations entre les sociétés et leurs environnements naturels et ouvrent, d'autre part, sur des changements potentiels dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement et de gestion des ressources naturelles (thème qui entre dans les problématiques de la séance 7).

Des rationalités et systèmes de perception pluriels

La définition et l'engagement des projets de développement, quels qu'en soient les champs d'application (activités de production, innovations et aménagements techniques, lutte contre la désertification, réformes foncières et juridiques, santé, etc.), ont longtemps été conditionnés par un ensemble de stéréotypes, présumés et certitudes véhiculés par les « développeurs » : l'irrationalité des pratiques et le retard des sociétés « cibles », le modèle du progrès technologique et du développement économique des pays industrialisés ou encore la suprématie de la rationalité technico-scientifique. Ces représentations et principes légitimement chez les opérateurs du développement (décideurs, experts, techniciens, vulgarisateurs, ...) la vision des sociétés telles qu'elles sont censées être et telles qu'il serait souhaitable qu'elles deviennent. Ces perceptions et modèles ethnocentriques et technocratiques, s'ils sont encore agissants, sont néanmoins désormais largement remis en question et récusés à l'épreuve des litanies de déconvenues dont l'histoire des politiques de développement est jalonnée depuis une quarantaine d'années. Parmi les enseignements que l'on peut tirer, un constat s'impose : les attitudes et les réactions des populations auxquelles on s'adresse ne sont généralement pas celles que l'on prévoit ou que l'on espère. Ce décalage entre les attitudes et les résultats attendus et ceux effectifs (objet de « dialogues de sourds » et de stéréotypes explicatifs comme l'irrationalité de pratiques agricoles ou pastorales, l'inertie ou encore la résistance des sociétés rurales à toute innovation) oblige à remettre en question des conceptions et des méthodes d'action longtemps érigées en normes.

Face à de telles impasses et distorsions, nombre d'études ont contribué à ces remises en question. Emanant souvent au départ de la recherche anthropologique et sociologique (ethnoscience, ethnelinguistique, analyse structuraliste des mythologies, ...), elles ont imprégné depuis une vingtaine d'années les approches et démarches d'autres disciplines scientifiques. Le panel des contributions présentées dans le cadre de cette séance l'illustre bien, rassemblant des chercheurs issus d'horizons diversifiés : anthropologie, sociologie, géographie, agronomie et agro-économie, écologie, démographie.

Ce renouvellement des approches conduit à montrer, d'une part, que les gens ont des raisons d'agir et de réagir comme ils le font et, d'autre part, que ces raisons se fondent sur de véritables rationalités et cohérences, sur des temporalités spécifiques, des logiques sociales, des systèmes de perception, d'interprétation du milieu et des systèmes de valeur souvent différents de ceux des intervenants extérieurs (d'autres types de fondements pouvant bien sûr opérer dans des situations de crise par exemple). Les acteurs sociaux se révèlent être porteurs d'une pluralité de rationalités, chaque société, voire chaque acteur, étant traversée, selon des combinatoires propres, de logiques économique, culturelle, symbolique. De plus, loin d'être immuables comme l'impliquerait le poids du traditionalisme accolé à certaines sociétés, ces logiques, normes et codes, transmis de génération en génération à travers la langue, l'apprentissage des savoirs et des pratiques, sont en réalité l'objet de transformations en fonction des dynamiques que connaissent ces sociétés tout au long de leurs histoires. Ces systèmes de pensée et de sens, ces grilles de lecture du monde, combinés aux contraintes matérielles et techniques propres à chaque société, sont sous-jacents aux rapports des hommes avec la Nature (d'ailleurs conçus par certaines sociétés dans le cadre de socio-cosmogonies ne fonctionnant pas sur une coupure-dichotomie) ainsi qu'à leur place les uns par rapport aux autres dans leurs actions

sur l'environnement (règles de conduite, principes d'intervention, division des tâches entre hommes et femmes, interdits, etc.).

Décrypter ces modes de perception du milieu, de ses variations et évolutions (structuration et identité des espaces, aléas climatiques, processus de renouvellement et état des ressources, diminution des nappes phréatiques, dégradation des sols, épizooties, déprise agricole, etc.), analyser comment ces modes interagissent avec les formes d'usage et les stratégies des différents acteurs (déterminées également par d'autres facteurs d'ordre social et économique) : une telle démarche et de tels questionnements, qui sont au cœur de la problématique de cette séance, constituent une des clés pour concevoir des actions de développement compatibles avec des contextes culturels et sociaux donnés et n'ayant pas sur la gestion et la reproduction des ressources naturelles des effets négatifs que l'on veut éviter.

Un préalable à l'action

Cette rupture dans le mode de mise en présence d'intervenants relevant de mondes différents, et dont les comportements sont induits par des logiques multiples, est un préalable à l'action. En effet, comment intervenir sans prendre en considération « ce qui est déjà là » ? Comment vouloir introduire, par exemple, de nouvelles pratiques agro-pastorales en faisant l'économie d'une prise en compte des savoirs (écologiques,

zootechniques, ...), des techniques, et bien sûr des règles d'appropriation des ressources en œuvre au sein d'une société ? Sans compréhension profonde de la réalité existante, des fondements des décisions et comportements d'un groupe social, tous changements et innovations recommandés ont de fortes chances d'être inadaptés ou pour le moins mal reçus. Comme l'écrit C. Friedberg, « dans un monde où l'on s'interroge de plus en plus sur la façon dont se prennent les décisions qui engagent l'avenir, où l'on voudrait que les choix échappent à l'aléatoire, la connaissance des *conditions initiales* est en anthropologie comme dans les autres disciplines scientifiques la question fondamentale »³.

Ce changement de point de vue et l'adoption d'une telle démarche permettent non seulement de réduire les risques de conflits et d'échecs dans les politiques mises en œuvre mais aussi de tirer bénéfice des connaissances et pratiques populaires qui peuvent se révéler riches d'enseignements, pertinentes et efficaces pour la gestion des ressources naturelles.

Complexité des « objets », renouvellements des pratiques scientifiques et institutionnelles

Mais comprendre les critères et logiques en fonction desquels les membres d'une société agissent sur leur environnement et se positionnent dans le cadre de projets de développement impose d'affronter la complexité.

Complexité, d'une part, des systèmes d'interactions entre perceptions de l'environnement, référents socio-culturels, contraintes naturelles, statuts sociaux et situations économiques.

Complexité, d'autre part, de l'éventail et de la configuration des acteurs habituellement mis en jeu (sociétés locales, « développeurs » nationaux et étrangers, agents de l'Etat, opérateurs privés, ONG, scientifiques, etc.). Leurs comportements multiples et souvent contradictoires ou antagoniques renvoyant à des rationalités et normes différentes, à des positions « objectives » (matérielles, sociales, ...) et des intérêts divergents (écheveau complexifié désormais par des externalisations croissantes : internationalisation des activités et des marchés - OMC, PAC, ..., ou encore expansion du tourisme avec ses nouveaux besoins et représentations de la nature).

Tout un ensemble de travaux ont été développés de ce point de vue pour élaborer des typologies d'acteurs, des types de stratégies et de processus d'interactions opérant dans les projets de développement : stratégies « offensives », de « contournement », « défensives », principes de « sélection » ou de « détournement » des actions, « médiations », ... (Yung & Zaslavsky, 1992 ; Sardan, 1998, etc.). Les positionnements des acteurs et leurs stratégies dans l'usage des ressources font

³ Friedberg C., 1992, p. 164.

également l'objet de recherche en modélisation (comme les systèmes multi-agents et la théorie des jeux ou encore la « tragédie des communaux »).

C'est cette complexité que s'attachent à appréhender, à partir d'approches variées mais sur la base de diagnostics similaires, les travaux présentés dans cette séance : caractérisation et typologies des acteurs, mise en parallèle et interactions entre les perceptions et les stratégies de l'Etat et celles des sociétés locales ou de catégories d'usagers (traitées par la majorité des auteurs), dérives et ajustements entre pratiques officielles et dynamiques informelles, identification et rôle central d'acteurs « charnières, interfaces » (Brochier-Puig et également Battesti dans sa contribution à cette séance), concurrence et stratégies dans le cadre de réformes institutionnelles en matière d'économie de l'eau (Ortiz et Cena), articulation entre des modes de représentations d'un paysage en déprise agricole et des stratégies associées à de nouvelles fonctions de l'espace rural (Aspe), ou encore pratiques environnementales en situation migratoire (Lopez Gareri).

Les démarches scientifiques dont relèvent, au-delà de leur diversité, la plupart de ces études nous paraissent ouvrir sur des renouvellement qui s'opèrent sur trois plans :

- *conceptuel et épistémologique* :

La prise en considération des systèmes de perception et de représentation de l'environnement naturel est d'une certaine manière exemplaire des voies de recherche visant à repenser les interactions entre les facteurs et les dynamiques du milieu écologique et du milieu social. Ce réexamen des paradigmes ouvre en particulier sur l'appréhension de l'insertion de l'homme dans la nature et son action sur les ressources comme ne se réduisant pas à la seule dimension matérielle (contraintes écologiques, outils, procès de travail, ...) mais comme incorporant aussi « la part idéale du réel social » (Godelier, 1984), c'est à dire des connaissances, des représentations du milieu ainsi que des actions symboliques (rituels, ...) destinées à favoriser sa bonne reproduction. C'est cette complexité, articulant intimement facteurs naturels, capacités matérielles et constructions de la pensée, que l'on retrouve notamment dans la notion de « ressources socioécologiques » proposée par V. Battesti dans son intervention sur les oasis tunisiennes du Jerid.

- *méthodologique* :

La compréhension des relations entre sociétés humaines et milieux naturels, notamment dans une perspective finalisée de conciliation du développement et de renouvellement des ressources, appelle à une interdisciplinarité entre sciences de la nature et sciences sociales, dans laquelle le recours à ces dernières ne se limite plus comme souvent auparavant à l'attente de données pour faciliter l'adoption par des populations de changements conçus à l'extérieur. L'analyse des critères endogènes sous-tendant les actions sur l'environnement symbolise par ailleurs un autre volet de l'évolution de la pratique scientifique avec une inversion de la démarche (« constructiviste », c'est à dire « par le bas », à l'opposé du « réductionnisme et du diagnostic descendant », Anthopoulou et Vallerand) et l'extension d'enquêtes qualitatives, de forme participative.

De tels choix dans les cheminements de recherche constituent un exercice difficile mais indispensable pour de tels objets scientifiques.

- *sociologique, quant aux actions de développement et d'aménagement* :

La finalisation et l'application des recherches conduisent à placer les acteurs sociaux, en particulier les populations agricoles et rurales, au centre des interrogations et consultations précédant l'élaboration d'actions de développement et de gestion des ressources. Eriger les sociétés locales en véritables interlocuteurs et partenaires est ou serait le signe d'un changement profond, voire bien souvent d'une inversion et d'une rupture dans le mode de réalisation des projets de développement rural par les structures étatiques et autres intervenants (abandon des mécanismes centralisés et verticaux d'intervention, modèles participatifs, ...), et par conséquent dans les relations entre Etats / décideurs et citoyens / usagers.

Les contributions présentées offrent de surcroît l'intérêt de couvrir une large diversité régionale (Sud et Nord de la Méditerranée, Amérique du Sud), écologique et socio-économique (moyenne montagne, milieu insulaire, oasis, situations d'emprise et de déprise agricole, exploitation de la ressource eau, agriculture, élevage, pluri-activité, stratégies migratoires, ...) et de poser, sous diverses entrées, des questions d'ordre méthodologique et de *praxis*.

Ces dernières conduisent dans certains cas à la proposition d'outils d'aide à la décision et de dispositifs institutionnels ou actions visant à des modes de gestion plus appropriés des ressources naturelles : base de données évolutives et modélisables pour l'élevage (Anthopoulou et Vallerand), structure participative en milieu agro-pastoral (Ferchichi), adaptation des représentations et messages sur l'environnement naturel transmis par les programmes scolaires (Ben Hafaiadh).

« LA QUESTION DE L'EAU A USAGE MULTIPLE : CONCURRENCE ET INSTITUTIONS » (D. ORTIZ, F. CENA) :

Adoptant une approche néo-institutionnelle, les auteurs examinent la problématique actuelle de l'économie de l'eau en Andalousie qui se caractérise par une situation de « maturité », notion développée par A. Randall (une demande haute et croissante donnant lieu à de nombreux conflits entre usagers et non usagers, une situation rigide en ce qui concerne les investissements pour l'augmentation de l'offre, etc.).

Dans un tel contexte, la seule façon d'affronter les défis de la concurrence entre les multiples usagers de la ressource est d'envisager une modification des règles d'allocation et de gestion, et par conséquent des institutions dédiées à l'exploitation de l'eau. C'est ce qu'ont entrepris les pouvoirs publics espagnols à travers la Réforme de la Loi des Eaux de 1999.

Les auteurs se penchent sur les blocages enregistrés dans la mise en œuvre des nouvelles mesures et en analysent les mécanismes en centrant leur étude sur l'usage qui va être le plus affecté par les nouvelles institutions : l'agriculture irriguée qui représente 80% de la consommation de l'eau en Espagne. Une donnée est ici fondamentale : l'eau appartient à l'Etat qui octroie des concessions temporaires de droits d'usage, mais il s'agit en fait d'un système très rigide, en particulier dans le cas des terres irriguées où les concessions de longue durée peuvent être reconduites de façon presque automatique. Le système est donc générateur d'une forte sécurité pour les usagers, qui correspondent ici à de puissants groupes de pression aux intérêts divergents.

L'originalité des conflits en cours entre groupes d'intérêts réside dans le fait qu'ils ne s'expriment pas dans le champ de la concurrence commerciale mais dans celui de la **concurrence institutionnelle** à travers des stratégies d'accaparement des institutions par des lobbies dans le but de servir leurs intérêts respectifs, à l'encontre également d'autres usages de l'eau (urbain par exemple). Les auteurs analysent les grands types d'acteurs, les fondements de leurs antagonismes, leurs stratégies d'intervention.

Le résultat est une inertie institutionnelle et des pouvoirs de résistance prononcés débouchant sur des status quo, la préservation de la sécurité par la paralysie ou pour le moins l'entrave des mesures prônées par la réforme (comme la flexibilité et les transferts dans l'allocation de l'eau). Les coûts financiers à supporter par l'Etat pour faciliter l'application de certains changements sont alors énormes.

En conclusion, les auteurs replacent cette concurrence institutionnelle et ses effets dans la perspective des négociations en cours dans le cadre des nouvelles directives européennes sur les politiques de l'eau. Ils soulignent également, sur la base des situations observées, tout l'intérêt de **combinaison** à l'avenir les politiques de l'eau, les politiques agricoles et les politiques environnementales.

« EAU NON RENOUVELABLE AU NEFZAOUA (SUD-OUEST TUNISIEN) : PERCEPTIONS ETATIQUES ET LOCALES DE LA RESSOURCE » (J. BROCHIER-PUIG) :

L'étude a pour cadre une région de climat saharien où les ressources hydrauliques non renouvelables, vitales, ont connu une exploitation accrue qui se traduit aujourd'hui par la dégradation des nappes

phréatiques, des experts estimant qu'à échéance de 2040 l'eau sera trop salée pour satisfaire la culture du palmier-dattier.

Malgré ce contexte critique (ou en raison de cette échéance fatidique), l'Etat et les habitants continuent à développer la culture irriguée. Comment s'explique une telle situation ?

C'est principalement ici à la lumière des perceptions relatives à la ressource hydraulique et à ses limites que l'auteur appréhende les raisons des pratiques constatées.

En ce qui concerne les perceptions étatiques, l'attitude des autorités sur le long terme ne semble paradoxalement pas à la mesure des prémisses de la crise hydraulique régionale, alors même que les questions de l'eau sont au cœur des préoccupations dans les actions nationales. L'attitude apparemment permissive, manifestée par le déploiement des puits privés illicites en parallèle de l'extension des forages officiels, peut s'expliquer par divers phénomènes (difficulté d'élaborer une perception claire de la ressource,...) dont il ressort une confiance générale pour le développement sur le long terme, les limites de la ressource étant en conséquence perçues comme « adaptables » aux exigences économiques et sociales.

Sur le court terme cependant, l'eau est avant tout considérée par l'Etat comme un bien qu'il faut rentabiliser au maximum. Le souci de rationalisation de son exploitation est motivé par la prise de conscience de la nécessité d'économiser la ressource face à une demande grandissante mais aussi, et surtout selon l'auteur, par les impératifs de la libéralisation économique (gestion de la demande, tarification, ...). Même si l'Etat compte garder un rôle important, l'auteur souligne les risques de voir une partie des irriguants se retrouver en position d'exclusion.

Les points de vue des irriguants sur la durabilité de l'accès à l'eau sont quant à eux conditionnés principalement par des facteurs relevant de représentations qu'ils se font de l'Etat (moyens illimités) mais aussi de perceptions culturelles concernant la nature et le renouvellement de la ressource ainsi que les marques inscrites par cette dernière dans le paysage. Ces représentations contribuent à une attitude confiante et un optimisme général : l'eau est perçue comme « une ressource capricieuse mais plutôt fiable pour l'avenir ». Cela explique, au moins en partie, le développement effréné des palmeraies que l'on observe, même chez ceux des exploitants ayant pris conscience des risques de pénurie.

Au delà des différences de nature et de fondement des perceptions locales et des perceptions des décideurs, Joëlle Brochier-Puig dresse le constat d'une certaine homogénéisation des deux catégories de perceptions qu'elle identifie comme une « **myopie dominante occultant les menaces qui pèsent sur un long terme de plus en plus proche** ».

Ces correspondances se retrouvent dans une attitude et une stratégie communes des irriguants et des décideurs étatiques : « **la mise en valeur maximale tant que la ressource le permet** ».

Dans ce contexte, quels sont les « points de rencontre » et les niveaux d'interpénétration entre les deux entités ?

Si l'occultation des réalités sociales dans les projets étatiques restent souvent encore d'actualité, les « points de rencontre » entre les parties et leurs stratégies respectives ne sauraient pour autant résulter d'une simple politique de « mise de l'ensemble de la paysannerie au service du projet étatique ». L'auteur recherche plutôt les raisons de ces « proximités » dans « **un intérêt partagé pour l'augmentation des productions et des profits** ».

Parallèlement aux programmes étatiques colossaux de création ou de rénovation d'oasis, et face aux difficultés et déséquilibres rencontrés malgré des efforts de prise en compte du social, la multiplication des forages privés illicites constitue un système alternatif de petite hydraulique à travers lequel les habitants reprennent une part de pouvoir sur la gestion de l'eau. Joëlle Brochier-Puig analyse cette évolution, qui conduit à une remise en question de l'habituelle représentation de « l'Etat-patron fort », comme « **un processus spontané et informel** ». La **tolérance** (« **face cachée de la politique étatique** ») constitue un moyen d'adaptation des politiques nationales aux réalités locales et concourt à éviter des situations d'extrême tension sociale. Elle observe également dans ce contexte l'amorce de changements positifs dans le regard porté par les agents de l'Etat sur ces irriguants finalement très entreprenants.

Mais quels sont les vecteurs de ces évolutions et rapprochements ? Joëlle Brochier-Puig identifie parmi les différents acteurs sociaux le rôle central d'agents de l'Etat, en l'occurrence du CRDA⁴, disposant souvent d'attaches personnelles fortes dans la région et sensibilisés aux logiques et contraintes de la société rurale locale.

L'auteur émet l'hypothèse en conclusion que cette forme de gouvernance « n'est pas forcément contradictoire avec les besoins d'un développement durable si l'on considère que l'épanouissement provisoire de l'irrigué permet de construire un capital économique et social ou un patrimoine qui pourra être réinvesti par les générations à venir pour le développement régional ».

« LA DEPRISE AGRICOLE : ENTRE REPRESENTATIONS ET STRATEGIES SOCIALES » (C. ASPE) :

Au contraire des situations généralement observées au sud de la Méditerranée (expansion agricole, pression anthropique sur les ressources, déboisement,...), la région française évoquée ici, les Alpes de Haute-Provence, est caractéristique d'un phénomène qui a touché de nombreuses zones du nord de la Méditerranée, en particulier en moyenne montagne, à la suite de l'industrialisation et des politiques agricoles productivistes engagées dans les années 1960. Il s'agit de la « déprise agricole », ce processus d'abandon et de désertification humaine avec sa traduction territoriale : l'abandon des cultures et des activités pastorales, la fermeture des paysages, l'enfrichement, etc.

Le département des Alpes de Haute-Provence ne possède un taux d'occupation humaine que de 19,3 % hab./km² (réduit à 8% dans le canton de Banon observé plus précisément) et son paysage est notamment marqué par la fermeture d'anciens espaces pastoraux ouverts et conquis par une essence auparavant considérée comme inintéressante, le pin sylvestre.

Comme ailleurs, cette évolution a donné lieu à des diagnostics alarmistes, suscitant des politiques publiques pour la protection et la reconquête des territoires et des paysages. Le questionnement de départ de la recherche présentée ici relève d'ailleurs d'une demande institutionnelle visant à favoriser le développement de cette zone particulièrement touchée par la déprise agricole.

C'est cette notion de déprise agricole, à priori fondée sur des réalités objectives et autour de laquelle on pourrait attendre un consensus des différents acteurs, qu'explore Chantal Aspe (en lui donnant la définition la plus neutre possible : « espaces anciennement utilisés par l'activité agricole et qui retournent à la friche »). Mais au travers de cette interrogation, focalisée sur des systèmes de représentation et d'interprétation différenciés, c'est toute une dynamique actuelle d'adaptation et de reconversion d'un espace rural qui est mise à jour.

C'est d'abord en terme de « paysage » (dont l'auteur rappelle que cette notion, empreinte de représentations visuelles et mentales, est devenue objet d'analyse scientifique, nouvel outil des aménageurs) qu'est posé le rapport des acteurs sociaux à la réalité de la déprise. Face aux discours extérieurs marqués par des diagnostics alarmistes, suscitant des politiques publiques pour la protection et la reconquête des territoires et paysages, ainsi que par la peur d'une nature non aménagée et la demande du maintien d'images symboliques (lieux et éléments typiques), quel est le regard des acteurs locaux ?

S'ils ne nient pas totalement l'existence de la déprise, ils restituent une représentation de leur territoire « qui n'a certes pas les caractéristiques d'un développement fulgurant mais qui n'en est pas pour autant à considérer comme un espace en voie de désertification ou en déprise ... Le paysage agricole change mais cette transformation ne s'opère pas sur une représentation d'agriculture en déclin ».

Plusieurs éléments caractérisant ce regard des habitants sur les transformations de leur environnement sont apportés.

Au-delà de ce constat qui peut surprendre, l'auteur met en évidence comment ces perceptions et points de vue s'articulent avec des stratégies liées à une reconfiguration du profil socio-économique de la société locale (multiplication des résidences secondaires, implantation de néo-ruraux), une réorientation des modes de vie et rapports avec la nature (diversification agro-pastorale, pluri-activité, agro-tourisme, ...), une adaptation de l'agriculture (cultures industrielles comme le lavandin).

⁴ Centre Régional de Développement Agricole

L'essentiel pour la société locale est le maintien d'un pouvoir sur la gestion du territoire, qui s'opère précisément largement encore par l'entremise d'agriculteurs. Des stratégies volontaires de gel des terres par des agriculteurs possédant de grands domaines sont en particulier décelées et se révèlent constituer pour les paysans un facteur explicatif majeur de la déprise, ce qui contribue à en minimiser la force et l'inéluctabilité. L'auteur montre comment la convergence inintentionnelle d'intérêts et de stratégies d'acteurs locaux (en particulier agriculteurs et néo-ruraux) conditionne cette représentation de leur espace et fonde un relatif optimisme quant aux potentialités de nouvelles formes de développement pour leur territoire.

« **La déprise ? connais pas** » : à travers ce saisissant raccourci, Chantal Aspe révèle comment une notion dont la portée et la réalité semblaient pourtant aller de soi est largement l'objet de représentation sociale. Au lieu d'une appréhension de la déprise par les acteurs locaux, ce sont des problématiques de développement différent et des stratégies d'acteurs qui sont apparues. Mais l'auteur approche aussi nous semble-t-il, à travers la mise à jour et la compréhension de ces paradoxes, des dynamiques d'une société locale certainement riches d'enseignement dans le contexte des politiques de « revitalisation » d'espaces ruraux.

« **MIGRATION ET ENVIRONNEMENT : LES BOLIVIENS DE TARIJA A CORDOBA, ARGENTINE** »
(V. LOPEZ GARERI) :

La réalité étudiée relève des interactions entre les conditions environnementales et les stratégies migratoires en tant que forme de réaction à des transformations du milieu et de ses modes de gestion. Quelles sont, dans ce contexte, les perceptions de l'environnement et les formes d'action sur les ressources naturelles développées par des migrants dans leurs zones d'implantation ? Quels sont inversement les effets de l'état de l'environnement sur les conditions de vie de ces communautés ?

La région de Cordoba, deuxième ville d'Argentine, constitue depuis les années 1970 un des centres d'attraction pour les immigrants boliviens. V. Lopez Gareri a engagé récemment une étude dont elle livre ici les premiers résultats.

Elle présente les caractéristiques de la petite communauté observée (occupation d'une zone de transition entre le milieu urbain et le milieu rural, migrants récents, en majorité des hommes seuls, jeune) ainsi que les causes du départ : dégradation du milieu naturel (aridité, érosion des sols,...), état des structures agraires (extrême parcellisation des exploitations, faible productivité) et précarité du tissu économique régional.

La méthodologie développée par l'auteur (outre une approche de type micro) se fonde sur :

- l'hypothèse, principale pour les données analysées ici, que **les rapports établis par les migrants avec le milieu naturel reflètent dans une grande mesure les stratégies socio-familiales et économiques liées à la nature des projets migratoires**;
- l'identification de facteurs et variables conditionnant et médiatisant les rapports des migrants avec l'environnement, comme le temps de résidence ou l'expérience dans l'agriculture.

La perception de la migration en tant que **mobilité temporaire**, avec comme objectif le retour au pays, et la logique qui lui est associée d'une **capitalisation maximale à court terme** se révèlent être les deux paramètres les plus prégnants pour comprendre les pratiques agricoles et l'état du milieu : spécialisation dans des cultures de rotation rapide, pollution chimique (fertilisants) de l'eau, des sols et des légumes (avec ses conséquences en terme de santé publique), érosion et dégradation du couvert végétal.

L'auteur dégage ainsi une corrélation forte entre la nature du schéma migratoire et les rapports des migrants au milieu naturel, générateurs d'une aggravation des processus de dégradation.

« **ENVIRONNEMENT, EXTENSIFICATION ET ELEVEUR OVIN MEDITERRANEEN : COMMENT RENDRE PLUS DURABLES LES PRATIQUES LOCALES. ILE DE LESVOS, GRECE** »
(TH. ANTHOPOULOU, F. VALLERAND) :

Au contraire de la forte restriction de l'activité pastorale enregistrée dans la Grèce continentale, les îles ont connu une chute de la polyculture vivrière (excepté l'oléiculture, certains vignobles et du

marâchage sous-serre) avec pour corollaire le maintien, voire le développement de l'activité pastorale (ovins-caprins principalement).

L'île de Lesbos constitue une illustration des problèmes issus de l'extensification de l'élevage ovin en milieu fragile méditerranéen, en particulier insulaire.

La situation se caractérise par deux processus associés :

- une forte pression animale sur des parcours de très faible capacité fourragère, pression en grande partie liée à l'attribution de subventions étatiques et européennes qui ont renforcé le processus de spécialisation ovine et les phénomènes de surpâturage ;
- l'obligation pour les éleveurs, en raison de la dégradation de la biomasse, de recourir à l'importation massive d'aliments concentrés. Il en résulte une dépendance économique assortie d'un risque de dissociation entre ressources naturelles locales et qualité de la production, alors même qu'augmente les perspectives de débouchés pour des « produits de terroir ».

Les enjeux sont donc de nature écologique et économique.

Devant ce contexte difficile, les auteurs se demandent comment faire évoluer ces pratiques pour mieux gérer l'environnement pastoral dans une perspective de développement durable.

Des choix méthodologiques fondent clairement leur démarche et leur engagement orienté vers des applications et transferts de la recherche :

- **une démarche scientifique qualifiée de « constructiviste » et de forme participative** (Vallerand, 1994), devant permettre de remédier au diagnostic « descendant » et de « placer les acteurs en situation de vouloir et pouvoir innover et de se projeter dans un futur plus maîtrisé » ;
- la nécessité d'appréhender les perceptions, pratiques et intérêts du faisceau d'acteurs intervenant dans les relations entre élevage et environnement.

Il apparaît que les acteurs ont des perceptions très différentes des phénomènes, de leur degré d'urgence, de leurs implications respectives par rapport à la gestion d'un environnement dont les auteurs rappellent qu'il s'agit d'un bien public devant intéresser la communauté insulaire toute entière. Les éleveurs ont conscience d'exploiter au maximum les pâturages mais n'ont pas les moyens d'intervention pour améliorer ces derniers, les techniciens sont démunis de solutions réalisables que les éleveurs de toute façon ne suivraient pas, quant aux décideurs régionaux ils reçoivent des directives extérieures sans possibilités de les adapter....

C'est sur la base de ce constat, révélateur de complexité, de coupures et d'incompréhensions entre protagonistes, que Th. Anthopoulou et F.Vallerand proposent un **outil d'aide à la décision**. Cet outil a pour vocation première d'**ouvrir un espace de dialogue** entre les éleveurs et les autres acteurs impliqués, en d'autres termes entre les savoirs des premiers et les connaissances des techniciens et des scientifiques. Outil pédagogique et interactif concernant les pratiques d'élevage (en particulier d'alimentation), réclamant des moyens informatiques et financiers limités, cette base de données évolutive doit remplir des **fonctions de diagnostic, de suivi et de conseil** (modélisation de cheminements, etc.).

« REFLEXIONS SUR LE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF DES PARCOURS DE LA TUNISIE MERIDIONALE EN RELATION AVEC LES PERCEPTIONS ET STRATEGIES DES DIFFERENTS ACTEURS ET USAGERS » (A. FERCHICHI) :

Un double constat fonde les réflexions et propositions présentées pour un schéma de développement participatif :

- les effets souvent très inquiétants, pour la reproduction des ressources naturelles, de la gestion des espaces de parcours en Tunisie pré-saharienne,
- l'inadéquation de nombreux programmes de développement conçus selon des approches centralisées, dirigistes, technicistes et décalées par rapport au vécu, aux stratégies et aux besoins des éleveurs.

La faiblesse des résultats obtenus au regard des moyens mobilisés, voire l'aggravation des situations, oblige à repenser les actions en privilégiant le postulat de base qu'«une plus grande implication des populations à la définition des problèmes locaux, à l'identification des solutions et à leur mise en œuvre contribue à donner plus d'efficacité et de durabilité aux programmes qui en résultent ».

Soulignant que la participation relève plus d'une éthique que d'un modèle, A. Ferchichi s'attache à identifier les prises de conscience et principes qui doivent présider tant à l'impulsion d'un processus de développement participatif dans la gestion des espaces de parcours qu'à sa formalisation à travers la constitution de structures adaptées. Parmi ces préalables et critères, on retiendra en particulier : la prise en compte de la pluralité des objectifs et intérêts au sein d'une même communauté, le choix de la diversité plutôt que de l'uniformité dans la recherche des solutions.

S'appuyant sur un ensemble de règles d'action, l'auteur propose la création de « groupements de développement », qui doivent répondre à des principes de réalisme et de pragmatisme mais dont la vocation est ambitieuse : ces associations sont vouées à orienter les actions de l'Etat en matière de développement pastoral, à appuyer les producteurs ruraux ou encore à soutenir leur ouverture sur l'environnement économique et institutionnel. De telles initiatives passent par des mutations importantes touchant en particulier une recomposition du paysage institutionnel et de son fonctionnement (redéfinition du rôle des services de l'Etat, décentralisation des pouvoirs et des responsabilités,...).

Les principales étapes de constitution des groupements et leur schéma d'organisation et de fonctionnement sont proposés d'une manière extrêmement détaillée s'apparentant à un véritable guide méthodologique.

Tout en évoquant des difficultés qui guettent inévitablement la gestion de telles structures, l'auteur manifeste sa conviction du bien - fondé et des potentialités ouvertes par les logiques de responsabilisation des usagers en rappelant que « plus un projet intervient, contribue, améliore, propose, etc., moins les bénéficiaires sont actifs et plus ils attendent de ce projet », c'est à dire, pourrait-on ajouter, plus ils risquent d'entrer dans la spirale de l'assistanat et de la dépendance.

« LE MILIEU RURAL TUNISIEN ENTRE LA REPRESENTATION DE LA NATURE ET LA REPRESENTATION DU DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL : LECTURE DANS LES MANUELS SCOLAIRES DE L'ECOLE PRIMAIRE » (A. BEN HAFIAEDH)

Y- a - t'il une image « prototypique » du milieu rural dans les manuels scolaires ? Quelle est la place de cette représentation, si elle existe, dans le contexte des choix de développement durable pour ce milieu ? Telles sont les questions introductives posées par A. Ben Hafiaiedh qui examine les manuels scolaires en tant qu'indicateur pertinent des représentations dominantes qui sont transmises du milieu rural et vecteur essentiel puisqu'ils s'adressent aux jeunes générations.

L'auteur évoque en premier l'image stéréotypée du milieu rural, implicitement dévalorisante, et note que la plupart des textes de l'école primaire représentent des fragments de romans relatifs au monde et à l'environnement rural. Les modèles des relations avec cet environnement sont nombreux, différents et parfois même contradictoires.

L'auteur constate que l'image stéréotypée du monde agricole est passée progressivement du simple regard romanesque et d'une dimension collective à une approche en termes d'investissement et de profit économique individuel.

Puis il examine l'espace environnemental rural à travers les guides officiels mis à la disposition des enseignants du primaire (élèves de 6 à 10 ans). L'auteur note que l'ajustement pédagogique des programmes dans les années 1990 a permis d'insister sur l'importance des différents éléments naturels, de les valoriser et de dépasser les stéréotypes. Mais il remarque néanmoins que les leçons concernant le milieu rural marginalisent encore les actions de développement, importantes pour la formation des élèves à une culture environnementale.

L'auteur souligne également que les programmes de géographie représente un cadre idéal pour préparer les acteurs sociaux à la vie pratique en matière de connaissance et de gestion du milieu naturel.

A. Ben Hafaieth conclut à une grande diversité des messages pédagogiques et met en relief l'importance de l'ouverture des cours aux thèmes du développement pour permettre à l'image du milieu rural de passer du niveau de la représentation romanesque à celui des actions environnementales et de développement local.

A l'examen des nombreuses questions soulevées par les contributions, tant en ce qui concerne les modes d'acquisition des connaissances scientifiques et la nature des objets de recherche que la pratique du développement, trois axes de réflexion, parmi bien d'autres évidemment, nous semblent intéressants pour l'analyse et l'action :

- les méthodologies scientifiques interdisciplinaires :

L'intégration, dans l'étude des interactions sociétés - environnement, des réalités sociales et culturelles dans leurs dimensions les plus confidentielles et « cachées » au regard de l'observateur extérieur (systèmes de pensée, représentations, rationalités endogènes, combinaisons de stratégies,...) exige la conduite d'enquêtes de forme qualitative et de durée suffisamment longue (répondant à cet objectif d'approches et de regards « de l'intérieur »). La recherche de terrain, accompagnée d'études privilégiant les échelles fines, trouve ici une résonance particulière permettant de rappeler, à titre général, toute son importance. Mais, comme le montre plusieurs contributions, la compréhension des relations sociétés-environnement, en tant que systèmes complexes d'interactions et d'interdépendances, doit mettre en jeu une diversité de disciplines, d'outils (quantification,...) et ouvre également sur un large éventail des formes d'implication des chercheurs, allant de l'étude fondamentale à la recherche-action (élaboration d'outils d'aide à la décision,...). Des questions d'ordre méthodologique sont ainsi posées à partir d'objets d'étude appelant à l'interdisciplinarité et générant des demandes de finalisation de la recherche. Par exemple : dans quelle mesure et sous quelles conditions peut-on dépasser réaliser le croisement et l'intégration de types d'investigations différenciées et de leurs données ? quelles sont les possibilités d'articuler des échelles spatiales et temporelles hétérogènes, d'élaborer des outils échappant à une simplification extrême des situations ? ou encore quelles sont les formes et les limites du recours à la modélisation (simulation, prédictivité,...) lorsqu'il s'agit de réalités où l'action de l'homme introduit subjectivité, logiques débordant l'économique, combinatoires complexes, incertitude.

- les modèles de développement rural :

la prise en compte des acteurs sociaux, en particulier des sociétés locales, montre toute l'importance des évolutions, à l'ordre du jour dans nombre de pays, en matière de réorientation des stratégies de développement et d'aménagement territorial. La pluralité et les spécificités écologiques, socioculturelles et économiques du monde rural aux échelles régionales (à un moment où de surcroît les fonctions des espaces ruraux se diversifient) posent en effet le problème des modèles des politiques nationales et de leur meilleure adaptation aux contraintes et potentialités régionales, voire locales.

De ce point de vue, la contribution présentée par le collectif DYPEN, sur la base d'études conduites dans quatre régions tunisiennes⁵, souligne cette variabilité régionale et rappelle une impérieuse condition pour réussir l'adhésion des populations paysannes à des actions de préservation des ressources (dont elles ont par ailleurs fortement conscience de la fragilité) : celle de garantir à ces populations, simultanément à des changements dans leurs pratiques (charbonnage clandestin,...), des moyens de vie appropriés pour les protéger de la précarité (par le niveau des revenus agricoles ou des alternatives via des activités de substitution extra-agricoles).

Dans cette perspective de reconfiguration des stratégies de développement en milieu rural, le point de vue exprimé par G. Rossi dans son intervention à ce colloque nous paraît riche d'interrogations : « La meilleure façon de ne pas fragiliser le futur est de préserver le maximum de possibles, de diversité, de

⁵ « Environnement, développement local et appréciations des acteurs sur les ressources » (A. Rhomdane, K. Ben Cheikh, M. Picouet, M. Sghaier).

capacités d'adaptation... Favoriser l'épanouissement de la diversité pourrait être la meilleure voie vers le développement humain durable »⁶.

- les formes de « gouvernance » :

la place et le rôle des acteurs sociaux sont bien évidemment au cœur de ces processus de redéfinition des politiques de développement et de leurs conditions de mise en œuvre. La promotion de stratégies participatives, à plusieurs reprises mises en avant au cours de ce colloque, touche aux problèmes complexes des mutations dans les principes et systèmes de mode d'exercice de l'action publique. Quelles sont les voies pour que l'implication des acteurs locaux, des usagers, ne se réduise pas à la simple mise en place de nouvelles structures, à des faux-semblants, mais donne lieu à de réels mécanismes de dialogue, de négociation et de choix concertés, à des processus de responsabilisation et de transferts effectifs de responsabilités ? (secteur associatif, instances médiatrices dédiées par exemple aux dispositifs juridiques de gestion des ressources naturelles, réformes administratives et territoriales, etc.).

Ces questions ouvrent en particulier sur la mise en place d'institutions aptes à gérer les conflits, réguler avec efficacité et équité de multiples intérêts et lobbies autour d'une ressource, ou encore sur le passage de politiques sectorielles à des politiques multi-sectorielles et territoriales de développement rural, problèmes particulièrement bien illustrés ici par les enjeux analysés pour l'économie de l'eau en Andalousie.

Références citées pour la synthèse

- DI CASTRI, F. (1995), The chair of sustainable development, *Nature & Resources*, UNESCO, Parthenon, 31, 3, 2-7.
- FRIEDBERG, C. (1992), Ethnologie, Anthropologie : les sociétés dans leurs « natures », *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières* (sous la direction de M. Jollivet), CNRS Editions, pp.155-166.
- GODELIER, M. (1984), *L'idéal et le matériel*, Fayard, 348 p.
- PAVE, A. (1997), Environnement et développement : approches scientifiques, structuration du domaine et coévolution des recherches, *Natures, Sciences, Sociétés*, Elsevier, vol.5, n°1, pp.50-63.
- SARDAN (de), J.P.O. (1998), *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD - Karthala, 221 p.
- YUNG, J.M. & ZASLAVSKY, J. (1992), *Pour une prise en compte des stratégies des producteurs*, Montpellier, CIRAD.

⁶ in « *Les lendemains de l'incertitude* », p 9

Guillaume Henri, Ben Djemi S. (2000)

Places aux acteurs ... : nouveaux regards, nouvelles pratiques pour la gestion des ressources naturelles ? Rapport de synthèse sur les communications de la séance "Perception de l'environnement, usage des ressources et stratégie des acteurs"

In : Population rurale et environnement en contexte bioclimatique méditerranéen : synthèses

Tunis : s.n., 47-58. Séminaire International MEDENPOP 2000, Jerba (TUN), 2000/10/25-28.